

La CEE a-t-elle une politique cohérente vis-à-vis du Canada

Kimon Valaskakis

Volume 9, numéro 1, 1978

Les relations extérieures des communautés européennes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700843ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700843ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Valaskakis, K. (1978). La CEE a-t-elle une politique cohérente vis-à-vis du Canada. *Études internationales*, 9(1), 126–136. <https://doi.org/10.7202/700843ar>

LA CEE A-T-ELLE UNE POLITIQUE COHÉRENTE VIS-À-VIS DU CANADA ? *

Kimon VALASKAKIS **

Depuis la signature de l'accord-cadre Canada-CEE les milieux intéressés au Canada et en Europe attendent avec impatience des mesures de concrétisation de cette entente, la première de son genre entre la CEE et un pays industrialisé. Pour le moment, malheureusement, les observateurs s'entendent pour noter qu'il s'agit encore d'un boîte vide, d'un ensemble de promesses et de vœux qui ne seront réalisés que très lentement. Dans un article récent, paru dans *Actualité économique* ¹, nous avons développé quelques jalons de « l'option Europe » telle que perçue (ou percevable) du côté canadien. Dans cette contribution, nous nous efforçons de poser le problème tel qu'il se présente du côté européen. Cette entreprise, complémentaire à la première, vise à identifier les points convergents des intérêts canadiens et européens, qui doivent orienter et structurer l'effort de coopération outre-atlantique. La question est particulièrement intéressante, car elle se pose dans le contexte de la politique des communautés envers les pays industrialisés.

À cet effet, le Canada présente une image assez confuse aux Européens. Il s'agit certes d'une puissance industrialisée, mais il s'agit aussi d'une nation riche en ressources naturelles et, en outre, d'un pays qui a entretenu dans le passé des relations coloniales et quasi-coloniales avec deux membres de la CEE. Enfin et surtout, le Canada est perçu comme faisant partie de « l'ensemble nord-américain », sous la juridiction des services et divisions des Communautés, traitant avec cette région du globe. « Ensemble nord-américain » est souvent un euphémisme pour « ensemble américain », car malgré toutes les bonnes volontés, il n'est pas facile, à partir de Bruxelles, de percevoir le Canada comme étant « vraiment » différent des États-Unis.

Ces considérations nous portent à poser la question centrale de cet article : La CEE a-t-elle (et peut-elle développer dans la conjoncture actuelle) une politique consciente et cohérente vis-à-vis du Canada ? Nous tenterons de répondre à cette question en trois temps. Dans le premier, nous développerons l'argument

* Ce travail est un des fruits d'une subvention de la Fondation DONNER pour l'étude des rapports Canada/Europe. Nous remercions la Fondation tout en l'absolvant de toute responsabilité quant au contenu de l'article.

** Professeur d'économie et directeur de GAMMA, Université de Montréal/Université McGill.

1. Kimon VALASKAKIS, « L'option Europe », *Actualité économique*, n° 4, octobre-décembre 1976 (numéro spécial sur « Les options commerciales du Canada »).

général en faveur du rapprochement CEE/Canada. Dans un second, nous examinerons les obstacles considérables à la formulation d'une véritable politique canadienne au sein de la CEE, et enfin, dans un troisième temps, nous noterons les modifications, distorsions et contraintes, du lien Canada-Europe, émanant de la transformation profonde du système productif international. Une dernière section tentera de dégager les conclusions principales.

I — L'ARGUMENT GÉNÉRAL EN FAVEUR DU RAPPROCHEMENT CEE-CANADA

Depuis ses débuts au XVI^e siècle, l'économie canadienne s'est développée à la faveur de l'essor de l'économie *atlantique*. Les *staples* ou produits de base canadiens (pêcheries, fourrures, et ensuite bois, blé, pâtes et papiers) étaient destinés, dans une grande partie, aux clients européens. Au cours des derniers siècles, différentes configurations triangulaires atlantiques se sont développées comme, par exemple, les triangles Europe-Canada-Antilles et Europe-Canada-É.-U. Que l'histoire économique canadienne ait été liée au développement d'un axe commercial transatlantique, cela ne fait aucun doute.

Du côté de l'Europe, par contre, le Canada a rarement été pris au sérieux pour la bonne raison que la disproportion dans les rapports démographiques Canada-Europe et l'importance des États-Unis ont toujours orienté l'attention européenne vers le voisin du Sud. Il existe néanmoins des arguments convaincants, à la fois intuitifs et scientifiques, militant en faveur d'un renouveau de l'axe Europe-Canada. Bien que les relations commerciales Canada-CEE soient aujourd'hui faibles, une étude des proportions de facteurs de production existant dans les deux régions, démontrerait la complémentarité économique potentielle. Le Canada est riche en ressources inexploitées, a soif de capital et a besoin de certaines catégories de main-d'œuvre. L'Europe est pauvre en ressources naturelles et, aujourd'hui, a un surplus de capital et, dans différentes catégories, un surplus de main-d'œuvre qualifiée. On entrevoit donc les jalons d'une complémentarité qui s'établirait, non pas tellement au niveau de l'échange des *produits*, dans le moyen terme, mais plutôt à celui de l'échange des facteurs de production. L'homogénéité des cultures en présence et la tradition historique rendent très plausibles des investissements croisés, des *jointes ventures*, et une migration de ressources humaines dans les deux directions.

L'intérêt européen pour le Canada n'a jamais été mieux articulé, dans sa forme générale, que par Claude Julien² et par le Général de Gaulle³ (qui, comme on le sait, a préféré concentrer ses attentions sur le Québec). Dans sa forme la plus simple, l'argument consiste à prétendre qu'il existe aujourd'hui très peu de régions frontalières dans le monde (au sens du XIX^e siècle, signifiant une abondance de ressources naturelles vierges et inexploitées, à l'image de la « frontière » du Far West aux États-Unis du XIX^e siècle). Ces régions frontalières sont destinées à devenir l'objet de la convoitise des pays industrialisés qui

2. Claude JULIEN, *Canada, dernière chance de l'Europe*, 1966.

3. Voyage du général de Gaulle au Québec en juin 1967.

s'efforceront de s'assurer de sources stables d'approvisionnement en matières premières. Le nombre de ces régions frontières se compte sur les doigts d'une seule main : la Sibérie soviétique, le golfe Persique (en ce qui concerne le pétrole), la région du Katanga en Afrique centrale, l'Amazonie et le Grand Nord canadien. Or, raisonnait le Général de Gaulle, si les États-Unis arrivent à monopoliser le Grand Nord canadien, et si les Soviétiques exploitent, comme il est de leur droit, la Sibérie, l'hégémonie soviéto-américaine du globe deviendra irréversible. Seul un effort européen tenant en échec les ambitions américaines au Canada pourrait permettre à l'Europe d'établir sa propre puissance d'équilibre entre les superpuissances.

L'argument gaulliste est un exemple pur de raisonnement « géopolitique ». De conception allemande au XIX^e siècle, la géopolitique peut être définie en langage moderne comme étant l'analyse simultanée des dimensions géographique, économique, militaire et politique d'un problème – en privilégiant l'examen des rapports de force et l'équation de puissance qui en résulte. L'argument de C. Julien et du Général de Gaulle hante encore la perception des gaullistes contemporains et est certainement un des facteurs qui influencent la conception de la politique étrangère française.

Pour passer de la géopolitique française de 1967 à l'intérêt général des Communautés européennes de 1977, on peut rajeunir l'argument principal en faveur d'une *Canadian Connection* pour l'Europe en insistant sur les cinq points suivants :

1. *La CEE a un besoin intrinsèque pour les ressources naturelles canadiennes.*

Les ressources naturelles deviennent de plus en plus importantes comme facteurs de production. Or le Canada peut éventuellement fournir une série de ressources énergétiques (uranium et peut-être, éventuellement, du pétrole des schistes bitumineux de l'Alberta) et des métaux en plus des ressources naturelles déjà exportées vers le continent européen.

2. *La CEE a également intérêt à explorer le potentiel d'émigration européenne au Canada comme soupape de sûreté visant à enrayer le surpeuplement du Vieux Continent.*

L'économie européenne fluctue entre une pénurie et un surplus de main-d'œuvre. L'expansion européenne des années cinquante et soixante s'est réalisée, en partie, grâce à l'immigration de main-d'œuvre « bon marché » des ex-colonies et de l'Europe du Sud. Simultanément, l'Europe a continué à mettre sur le marché un surplus de main-d'œuvre qualifiée d'ingénieurs, de techniciens, d'entrepreneurs et de scientifiques.

À cause des différentiels de salaires États-Unis/Europe, cette migration de cerveaux s'est faite surtout au bénéfice des États-Unis. Or, compte tenu de l'inflation canadienne et du taux élevé de rémunération au Canada (rémunération surestimée sans doute car nous payons le prix de l'inflation sur les marchés monétaires en dévaluant notre dollar), le *brain-drain* pourrait se faire en faveur

du Canada. Ceci suppose des conditions d'accueil favorables au Canada et une politique innovatrice de la part des autorités compétentes.

Les complémentarités canado-européennes au niveau des ressources humaines sont probablement plus faciles à cerner, surtout si l'on considère qu'en plus des arguments purement financiers, il y a des comportements externes qui caractérisent le style de vie canadien, plus près de celui de l'Européen que de l'Américain. Les affinités culturelles entre certaines régions du Canada et certaines régions de l'Europe rendent ce flux de ressources humaines beaucoup plus probable.

3. *La CEE désirerait un accès préférentiel ou égal aux ressources canadiennes compte tenu de l'accès accordé aux États-Unis.*

Le système des échanges internationaux et les flux commerciaux sont soumis à des distorsions importantes émanant d'au moins trois catégories de facteurs.

La *première* catégorie touche aux accords internationaux. Longtemps lié à un système de préférence impériale britannique, le Canada ne jouit plus, depuis l'accès du Royaume-Uni à la CEE, de ces mêmes relations privilégiées. Au contraire, une série d'accords sectoriels canado-américains, comme par exemple le pacte de l'automobile et l'oléoduc Alaska-États-Unis, tendent à favoriser l'exploitation américaine des ressources canadiennes, en collaboration bien sûr avec le Canada, mais à l'exclusion de l'Europe.

La *seconde* catégorie de facteurs qui limite l'accès européen réside dans le fait qu'une partie importante du commerce des pays industrialisés est un commerce intra-firmes multinationales. En d'autres termes, les filiales de firmes multinationales s'échangent des produits dans le cadre d'une intégration verticale de la production mondiale et ceci apparaît dans les comptabilités nationalistes comme un « commerce international ». S'il est donc vrai que le commerce suit le drapeau et que le drapeau des multinationales opérant au Canada est celui des É.-U., les multinationales européennes s'y trouvent exclues.

La *troisième* catégorie qui interdit l'accès à l'économie canadienne par l'entreprise européenne comprend les barrières non tarifaires aux échanges. Celles-ci touchent un ensemble de faits tels que les différences de normes et mesures commerciales (l'adoption par le Canada du système métrique est lentement en train de changer ceci), les modes de production, les différences linguistiques, etc. Ces barrières non tarifaires sont en fait discriminatoires, et en faveur des États-Unis.

L'accès préférentiel ou égal aux ressources canadiennes devient donc un objectif raisonnable pour les économies européennes. L'accès préférentiel est probablement exclu mais un accès authentiquement égal reste possible si l'effort est fait dans cette direction.

4. *Une localisation industrielle européenne au Canada se ferait, vraisemblablement, dans le but d'exploiter le marché américain et pas canadien.*

Paradoxalement, si l'Europe s'intéresse à l'économie canadienne autrement que pour obtenir les ressources naturelles de cette dernière, c'est surtout dans

le contexte d'une ouverture supplémentaire vers le marché américain. Le marché canadien est, dans la meilleure des hypothèses, trop étroit pour justifier une localisation industrielle européenne importante dans le seul but de desservir celui-ci.

L'« étroitesse » du marché canadien résulte de deux faits : la population peu nombreuse du Canada, qui ne permet pas le développement d'économies d'échelle dans la production et l'éparpillement de cette population sur un territoire extrêmement vaste et ceinturant la frontière des États-Unis. À la rigueur, si l'un ou l'autre de ces faits existait séparément, le problème serait atténué. La combinaison des deux confirme l'importance de l'accès aux États-Unis de l'industrie européenne implantée au Canada. Donc, si la frontière économique Canada-États-Unis était effectivement fermée, l'industrie européenne serait beaucoup moins attirée par le Canada.

5. *Si le marché américain est l'appât pour l'investissement et la localisation européenne au Canada, cette localisation dépend en outre de l'existence de certains avantages comparatifs canadiens ou au moins de l'absence de désavantages comparatifs.*

Or la hausse des salaires canadiens devient un désavantage comparatif. Celui-ci, par contre, peut être annulé ou atténué par une dévaluation effective du dollar canadien sur le marché des monnaies flottantes. Cette dévaluation devient la seule méthode politiquement réalisable de réduire les salaires réels et de réinstaurer un avantage comparatif.

Ces cinq propositions identifient, d'une façon très générale, les arguments possibles qu'un *lobby* canadien pourrait faire valoir à Bruxelles. Mais Bruxelles est-il le centre pertinent des décisions ? Les immeubles du Charlemagne et du Berlaymont, logeant la fonction publique européenne, logent-ils aussi les rênes du pouvoir dans le domaine de la politique étrangère ? Quels sont les obstacles à la concrétisation d'une politique européenne cohérente envers un pays comme le Canada ? C'est ce que nous examinons dans la partie suivante.

II — LES OBSTACLES À LA FORMULATION D'UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE EUROPÉENNE

Trois obstacles majeurs empêchent le développement d'une politique étrangère cohérente par la CEE ; il s'agit 1° d'incertitudes au niveau du mandat de la CEE en matière de politique étrangère, 2e du problème des interlocuteurs et 3° des objectifs divergents des pays-membres.

A — Le mandat de la CEE en politique étrangère

Le mandat européen en matière de politique étrangère est très vague. Le Traité de Rome possède principalement deux articles régissant ce domaine : l'article 113, définissant les modalités de construction d'une politique commer-

ciale commune, et l'article 238, prévoyant la conclusion d'accords d'association⁴. L'article 113 est indispensable pour une union douanière, car celle-ci se définit par rapport au monde extérieur et établit une politique commerciale commune. Une association économique qui ne prévoirait pas un tarif extérieur commun devient une simple zone de libre-échange avec la possibilité d'opérations triangulaires pour bénéficier des tarifs bas des pays plus libéraux membres de la zone et contourner les tarifs des pays-membres très protectionnistes en entrant « par la petite porte ». La Communauté économique européenne se voulait, dès le début, une union douanière et c'est d'ailleurs ce qui l'a distinguée de la zone européenne de libre-échange parrainée par l'Angleterre.

L'article 238 a surtout été utilisé pour des accords avec les anciennes colonies des pays-membres (Yaoundé, Lomé) et pour des associations pouvant, sous certaines conditions, conduire à des accords d'adhésion à part entière (Grèce, Turquie, etc.).

Une éventuelle adhésion du Canada à la CEE, comme membre permanent, semble être juridiquement exclue, le Traité de Rome réservant l'appartenance à la Communauté aux États européens. Il a été suggéré que cette objection pourrait, le cas échéant, être contournée en faisant valoir le caractère juridiquement quasi colonial du Canada (souveraineté de la reine d'Angleterre ; la Constitution canadienne est un acte législatif du parlement anglais ; etc.), ce qui permettrait peut-être la conclusion d'accords futurs sous le chapitre des relations CEE-ex-colonies des pays-membres.

Pour le moment, le pouvoir de la CEE de négocier des accords avec les pays industriels qui dépasseraient les généralités du *GATT* est très incertain. Ni la France, ni le Royaume-Uni n'entendent, pour le moment, céder à Bruxelles les prérogatives de politique étrangère dans ce domaine, importants attributs de la souveraineté. L'imprécision du mandat communautaire nous porte donc à poser la question importante de la pertinence des interlocuteurs, second obstacle à la construction d'une politique étrangère cohérente.

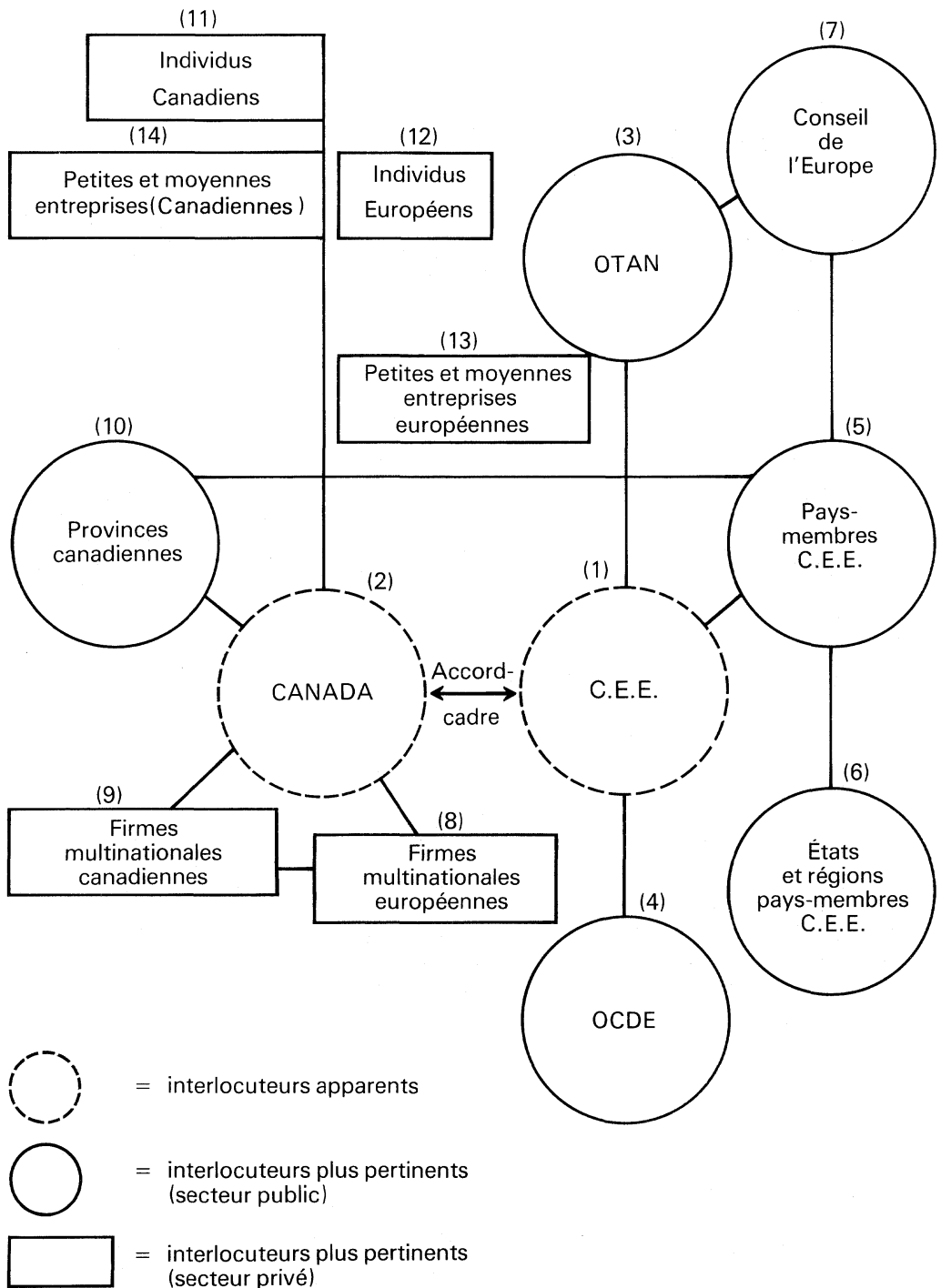
B – Le problème des interlocuteurs

Le problème des interlocuteurs se pose d'une façon assez simple : derrière les interlocuteurs apparents, le Canada et la CEE, il existe plusieurs autres acteurs qui sont les véritables décideurs dans plusieurs secteurs de politique étrangère. La complexité des combinaisons et permutations engendrées par la multiplicité des acteurs est représentée dans la figure I. En effet, on distingue dans cette figure trois catégories d'acteurs : les interlocuteurs *apparents*, c'est-à-dire la CEE et le Canada, les interlocuteurs *publics* plus pertinents et enfin, les interlocuteurs *privés* plus pertinents.

Dans la catégorie des interlocuteurs publics plus pertinents, on retrouve en premier lieu les *pays-membres* de la CEE. Ceux-ci, encore dotés de la pleine souveraineté ont leur propre politique étrangère. Les rapports qui existeraient

4. Pour une étude de l'implication de ces deux articles, voir C. S. PENTLAND, « Linkage Politics : Canada's Contract and the Development of European Commercial Relations », dans *International Journal*, printemps 1977.

FIGURE I

Schéma simplifié du problème des interlocuteurs

entre les politiques étrangères nationales et celle de la CEE s'expliqueraient par une ou plusieurs des hypothèses suivantes :

1° L'hypothèse de l'*extension* où les pays-membres utiliseraient la CEE comme instrument de politique étrangère nationale. On en serait à une situation qui pourrait être décrite en reprenant la phrase célèbre de Clausevitz qui déclarait que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Ici, on pourrait dire : « la politique étrangère de la CEE est la continuation ou l'extension des politiques nationales par d'autres moyens ».

2° L'hypothèse d'*externalisation*. Ici, on supposerait des effets souvent involontaires comme suit. Les modalités du processus d'intégration européenne créeraient des « externalités » ou des effets involontaires en ce qui concerne les relations pays-membres/monde extérieur. Par exemple, l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté implique un réexamen des rapports avec ses anciennes colonies. Ce réexamen influence la politique extérieure de la Communauté. L'intégration européenne « s'externalise ».

3° L'hypothèse de « liaison » (*linkage*). Pour des besoins de politique intérieure (par exemple, la nécessité pour un gouvernement de centre-droite en France, de ne pas s'aliéner les paysans), on crée une politique extérieure favorable à certains groupes internes (où, en suivant l'exemple, la France résiste à l'entrée de la Grèce au Marché commun tant que la question agricole n'est pas réglée) ⁵.

Quoi qu'il en soit, il est évident que la politique communautaire subit l'influence lourde des politiques nationales.

On notera aussi qu'en dehors des pays-membres de la CEE, il existe aussi d'autres organismes multilatéraux (tels que l'OTAN qui regroupe la plupart des pays engagés dans le camp occidental et l'OCDE qui regroupe la plupart des pays riches) qui peuvent encore mieux « médiatiser » les politiques étrangères nationales que la CEE.

On notera également l'existence de régions, ethnies et unités administratives d'États fédérés au sein de la Communauté européenne (par exemple, la Bavière en Allemagne, l'Écosse au Royaume-Uni, etc.) qui n'ont pas de personnalité internationale, mais qui pourraient, un jour, avoir voix au chapitre. On pourrait imaginer, par exemple, des accords Québec-Écosse qui passeraient outre aux politiques canadiennes, britanniques, françaises et, *a fortiori*, communautaires.

Du côté canadien, il règne également une confusion. Ainsi, même si c'est le gouvernement canadien qui conclut des accords avec la CEE, ceux-ci enfreignent quelquefois des juridictions qui, dans la Constitution canadienne, sont réservées aux provinces (par exemple, l'énergie, les ressources naturelles, etc.). L'existence d'un gouvernement indépendantiste au Québec complique encore

5. Ces trois hypothèses ont été élaborées par C. S. PENTLAND, dans « Linkage Politics : Canada's Contract and the Development of the European Commercial Relations », *International Journal*, vol. XXXII, n° 2, printemps 1977, et « The External Relations of the European Community. Three Perspectives and their Implications for Canada », communication non publiée, Queen's University, octobre 1977.

les choses, car la possibilité d'un axe France-Québec n'est pas sans avoir des répercussions importantes, positives et négatives, sur l'accord Canada-CEE.

Enfin, on notera, pour finir, qu'en ce qui concerne les interlocuteurs valables, en matière économique, ce n'est pas la « France », le « Canada », le « Québec » ou la « CEE » qui font du commerce, c'est plutôt des Français, des Canadiens, des Québécois. En d'autres termes, en l'absence de régimes totalitaires, les échanges commerciaux se font au niveau du secteur privé. Celui-ci est composé d'individus (par exemple, le touriste ou l'immigrant), de petites et moyennes entreprises et, surtout, de grandes entreprises nationales et multinationales. On ne saurait trop souligner le rôle majeur des multinationales qui arrivent par leurs réseaux à contourner les gouvernements, les accords publics, etc.

Tout ceci veut dire, qu'en ce qui concerne la politique étrangère de la CEE, le problème des interlocuteurs reste complet, car au moins treize acteurs (voir figure I) se disputent la parole dans les domaines qui, théoriquement, relèvent de la compétence communautaire.

C – Les intérêts divergents des acteurs

Le nombre d'acteurs implique aussi un nombre assez élevé d'intérêts distincts et divergents. Il ne nous appartient pas ici de faire l'analyse des intérêts étrangers de chacun des pays-membres, de chacune des ethnies-membres, de chaque province canadienne et de chaque multinationale ou petite et moyenne entreprise. Le nombre d'intérêts pourrait très vite devenir astronomique.

Il suffit plutôt de constater que ces intérêts s'expriment en pressions directes ou indirectes, subtiles ou grossières, fortes ou faibles sur les mécanismes de prise de décision communautaire, ce qui rend très complexe tout le processus de formulation d'une politique extérieure communautaire.

III – LES TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME PRODUCTIF INTERNATIONAL

Une analyse des éléments influençant la politique extérieure de la Communauté ne peut être complète sans mentionner les transformations profondes du système productif mondial. Les transformations mettent en vedette les firmes multinationales et, dans une certaine mesure, réduisent le domaine de puissance des États-nations et des coalitions d'États-nations. Très peu comprises, en dehors des milieux spécialisés, elles n'ont pas encore été très influentes dans la formulation de politiques officielles, même si elles ont été souvent déterminantes au niveau des *faits*.

Les deux éléments essentiels de la transformation du système productif international sont : a) la mobilité transnationale des facteurs de production et b) l'influence des multinationales dans la restructuration des avantages comparés.

La mobilité des facteurs de production est un phénomène relativement récent qui date de l'après-guerre. Là où, auparavant, l'État-nation était perçu comme un bloc de ressources immobiles, et les échanges commerciaux de produits finis

représentaient l'essentiel des relations économiques internationales, le monde d'après-guerre devient de plus en plus caractérisé par les flux unilatéraux et asymétriques. Dans la théorie classique du commerce international, on supposait que c'est l'échange de produits qui créerait un optimum économique international et que la dotation initiale de facteurs de production d'un pays resterait intacte. Tant que les facteurs de production clés étaient des ressources naturelles telles que la houille, le fer, le blé, l'avantage comparatif ricardien était stable. Mais avec l'industrialisation, la vedette a passé au capital physique (machines, outils), et ensuite au capital financier (investissements et moyens de paiement internationaux), pour enfin passer au capital intellectuel. Ce capital intellectuel apparaît sous deux formes : incorporé et non incorporé. Dans sa forme incorporée, il se manifeste par des ressources humaines (un ingénieur étant un « entrepôt » de *know-how*) et en machines de plus en plus transportables. En effet, le processus de rationalisation des machines et ce que Buckminster Fuller a appelé « l'éphémérisation » ont contribué à réduire la dimension de celle-ci : les ordinateurs, les micro-processeurs, les calculatrices, enfin la grande majorité des instruments d'industrialisation contemporaine sont transportables. L'image des hauts-fourneaux industriels et des usines immobiles de la première révolution industrielle disparaît de plus en plus.

La mobilité croissante des facteurs de production a contribué à la création d'un avantage comparatif *dynamique* et *changeant*. On retrouve la systématisation de ces mutations dans la théorie bien connue du cycle des produits. Selon celle-ci, un produit est innové dans une région d'industrialisation de pointe. Il est ensuite exporté à des régions de moyenne industrialisation. Dans un troisième temps, ce n'est pas le produit qui est exporté, c'est l'industrie toute entière. Donc, une nation peut se retrouver exportant un produit aujourd'hui, et l'important, cinq ans après, la structure des avantages comparés ayant changé avec la mobilité des facteurs de production.

Au cœur de cette transformation est la firme multinationale. Selon feu Stephen Hymer, professeur à Yale, la firme multinationale a construit une « division de travail hiérarchique par régions géographiques qui correspond à une division de travail verticale au sein de l'organisation elle-même ⁶ ». En d'autres termes, on assiste à une véritable intégration verticale de la production mondiale sous la direction de la firme multinationale. Le résultat est qu'une partie importante du commerce international consiste en des échanges entre filiales de firmes multinationales. Cet échange échappe aux analyses traditionnelles du commerce international et n'est que faiblement influencé par les politiques commerciales imposées par les États-nations ou par les coalitions d'États-nations.

La firme multinationale, en influençant consciemment la structure des avantages comparés internationaux et en agissant comme catalyseur à la mobilité transnationale des facteurs de production, peut choisir de transférer ou non la

6. Rapporté dans Lynn Krieger MYTELKA, « The Lomé Convention and a New International Division of Labour », *Revue d'intégration européenne/Journal of European Integration*, vol. I, n° 1, septembre 1977.

technologie, d'accélérer ou de ralentir le cycle de produits et de créer ou de détruire des activités économiques de telles ou telles régions.

L'implication principale pour le sujet discuté est claire : dans la mesure où cette transformation du système productif international donne la vedette aux multinationales et non aux États-nations, les politiques économiques externes des États-nations et, à plus forte raison, des groupements régionaux à caractère juridique ambigu et incertain, tels la CEE, ne sont pas tellement efficaces pour vraiment modifier les flux économiques internationaux. Ceci est vrai même quand le groupement régional a une politique étrangère consciente, ce qui n'est pas le cas avec les Communautés.

CONCLUSION

Pour conclure, on peut répondre à la question suggérée dans le titre de cet article par un non. La CEE n'a pas encore de politique cohérente et consciente envers le Canada ou les autres pays industrialisés parce qu'il existe une série d'obstacles à la formulation d'une telle politique. La multiplicité des acteurs en présence, leurs intérêts divergents et souvent contradictoires, le mandat équivoque de la Communauté et l'intégration verticale de la production mondiale, rendent une telle politique difficile à construire. Pourtant, une analyse comparative des proportions de facteurs de production en Europe et au Canada nous permet d'identifier d'importantes complémentarités potentielles. Pour que ces complémentarités se réalisent un jour, il faut que le processus d'intégration interne de la Communauté s'accélère et que le Canada (ou tout autre pays industriel qui voudrait structurer et intensifier ses relations avec la CEE) s'occupe de faire valoir et de mettre en marche ses atouts – non pas seulement à Bruxelles, mais aussi plus directement auprès des douze autres interlocuteurs qui ont voix au chapitre.